

FRANCS ET DÉPARTEMENTS.....	1 50	4 50	9 »	16 »	32 »
ÉTRANGER (Union Postale).....	3 »	9 »	16 »	32 »	

PARTI SOCIALISTE

Déclaration de Principes

Voici le texte exact de la déclaration de principes présentée par Jaurès, au nom de la commission du Congrès de Tours, et votée par ce dernier à l'unanimité :

Historiquement, et dès le lendemain de la Révolution française, les prolétaires se sont aperçus que la Déclaration des Droits de l'homme resterait illusoire sans une transformation sociale de la propriété.

Comment, en effet, la liberté, la propriété, la sûreté pourraient-elles être garanties à tous dans une société où des millions de travailleurs ne possèdent que leurs bras et sont obligés pour vivre de vendre leur force de travail à la minorité possédante ?

C'est donc pour étendre à tous les citoyens les garanties inscrites dans la Déclaration des Droits que notre grand Babœuf a demandé la propriété commune, garantie du bonheur commun. Le communisme était, pour les prolétaires les plus hardis, l'expression même de la Révolution.

Les prolétaires sont reconnus aptes, comme citoyens, à gérer les milliards du budget national et communal; comme travailleurs, dans l'atelier, ils ne sont qu'une multitude passive qui n'a aucune part dans la direction des entreprises, et ils subissent la domination d'une classe qui leur fait payer cher une tutelle désormais inutile et arbitrairement prolongée.

La tendance irrésistible des prolétaires est donc de faire passer dans l'ordre économique, la démocratie partiellement réalisée dans l'ordre politique. De même que tous les citoyens possèdent et manient en commun, démocratiquement, le pouvoir politique, ils doivent posséder et manier en commun

L'immense progrès de la production et de la richesse, largement usurpé par des classes parasites, n'a pas abouti, pour les travailleurs, pour les prolétaires, à un progrès équivalent de bien-être et de sécurité. Des catégories entières de salariés sont brusquement jetées dans l'extrême misère par le renouvellement incessant de l'outillage et par les déplacements et les transformations brusques de l'industrie.

Le capitalisme lui-même avoue le désordre du régime actuel de la production, puisqu'il essaie de la régler, à son profit, par les syndicats capitalistes, par les trusts.

Même s'il parvenait à discipliner, en effet, toutes les forces de production, ce ne serait qu'en portant au plus haut degré la domination et le monopole du capital.

Il n'y a qu'un moyen d'assurer l'ordre et le progrès continu de la production, la liberté de tous les individus et le bien-être croissant des travailleurs, c'est de transférer à la collectivité, à la communauté sociale, la propriété des moyens capitalistes de production.

Le prolétariat, tous les jours plus nombreux, toujours mieux préparé à une action d'ensemble par la grande industrie elle-même, comprend que c'est dans le collectivisme ou le communisme qu'est pour lui le moyen nécessaire de salut.

Il s'oppose, comme classe opprimée, exploitée, à toutes les forces d'oppression et d'exploitation, à tout le système de propriété qui le ravale à n'être qu'un instrument. Il n'attend pas sa libération de la bonne volonté des dirigeants ou de la générosité spontanée des classes possédantes, mais de la pression continue, méthodique, qu'il exerce sur les privilégiés et sur les pouvoirs publics.

Il se propose comme but final, non pas une amélioration partielle, mais la transformation totale de la société. Et comme il ne reconnaît aucun droit à la propriété capitaliste, il ne se sent lié à elle par aucun contrat. Il est décidé à lutter contre elle, à fond et jusqu'au bout, et c'est en ce sens que même quand il use des moyens légaux que la démocratie met en ses mains, le prolétariat est et doit rester une classe révolutionnaire.

Déjà, par la conquête du suffrage universel, par la conquête et l'exercice du droit de se coaliser pour la grève et du droit de se syndiquer, par les premières lois de réglementation du travail et d'assurance sociale, le prolétariat a commencé à réagir contre les funestes effets du capitalisme; il continuera ce grand et incessant effort, mais il ne cessera la lutte que lorsque toute la propriété capitaliste aura été résorbée par la communauté et lorsque l'antagonisme des classes aura pris fin par la disparition des classes elles-mêmes, réconciliées ou plutôt unifiées dans la production et la propriété communes.

Comment s'accomplira la suprême transformation du régime capitaliste en régime collectiviste ou communiste? est impossible à l'esprit humain de déterminer d'avance le mode selon lequel

du prolétariat; mais ils commettraient une grande faute en n'usant pas du puissant moyen d'action qui coordonne les forces ouvrières au service des grands intérêts ouvriers ou sociaux; ils doivent se grouper, s'organiser pour être en état de faire sentir toujours plus fortement à la classe privilégiée le vide que peut soudain creuser, dans la vie économique des sociétés, le brusque arrêt du travail, fatigué d'une exploitation sans fin. Ils peuvent par là arracher à l'égoïsme des privilégiés de grandes réformes d'un intérêt ouvrier général, et hâter la transformation complète d'une société injuste. Mais la formule de la grève générale, comme la grève partielle, comme l'action politique, ne vaut que par le progrès de l'éducation, de la pensée, de la volonté de la classe ouvrière.

organisation du monde nouveau, d'esprits libres, affranchis des superstitions et des préjugés. Il demande pour tous les êtres humains, pour tous les individus, et il leur garantit, la liberté absolue de penser et d'écrire, d'affirmer leurs croyances, il oppose à toutes les religions, à tous les dogmes, à toutes les églises, aussi bien qu'aux conceptions de classe de la bourgeoisie, le droit illimité de la pensée libre, la conception scientifique de l'univers et un système d'éducation publique exclusivement fondé sur la science et sur la raison.

Ainsi habitués à la pensée libre et à la réflexion, les citoyens seront à l'abri des sophismes de la réaction capitaliste et cléricale. Les petits industriels, les petits commerçants, les petits propriétaires paysans cesseront de croire que c'est le socialisme qui veut les expropriés. Le Parti socialiste hâtera l'heure où ces petits propriétaires paysans, ruinés par la mévente de leurs produits, criblés d'hypothèques et toujours sous le coup de l'expropriation judiciaire, comprendront enfin les avantages de l'association généralisée et systématisée, et réclameront eux-mêmes, comme un bienfait, la socialisation de leurs lopins de terre.

Mais il serait inutile de préparer à l'intérieur de chaque nation une organisation de justice et de paix, si les prolétaires n'étaient livrés à toutes les entreprises de la force, à toutes les suggestions des convoitises capitalistes.

Le Parti socialiste veut la paix entre les nations; il condamne toute politique d'agression et de guerre, qu'il s'agisse de guerres continentales ou de guerres coloniales. Il maintient cependant à l'ordre du jour des peuples civilisés le désarmement simultané. En attendant le jour de la paix définitive entre les nations, il combat l'esprit militariste en acheminant de tout son effort le système des armées permanentes.

Cette tendance de la démocratie politique à s'élargir en démocratie sociale est précédée par toute

Les prolétaires sont reconnus aptes, comme citoyens, à gérer les milliards du budget national et communal; comme travailleurs, dans l'atelier, ils ne sont qu'une multitude passive qui n'a aucune part dans la direction des entreprises, et ils subissent la domination d'une classe qui leur fait payer cher une tutelle désormais inutile et arbitrairement prolongée.

La tendance irrésistible des prolétaires est donc de faire passer dans l'ordre économique, la démocratie partiellement réalisée dans l'ordre politique. De même que tous les citoyens possèdent et manient en commun, démocratiquement, le pouvoir politique, ils doivent posséder et manier en commun

Cette tendance de la démocratie politique à s'élargir en démocratie sociale a été fortifiée et précédée par toute l'évolution économique.

A mesure que le régime capitaliste développait ses effets, le prolétariat prenait conscience de l'opposition irréductible de ses intérêts essentiels aux intérêts de la classe socialement dominante, et, à la forme bourgeoise de la démocratie, il opposait de plus en plus l'entière et profonde démocratie communiste.

Tout espoir d'universaliser la propriété et l'indépendance par la multiplication des petits producteurs autonomes a disparu. La grande industrie est de plus en plus la loi de la production moderne.

Par l'élargissement des marchés du monde, par la facilité croissante des transports, par la division du travail, par l'application grandissante du machinisme, par la concentration des capitaux, l'immense production concentrée ruine peu à peu, ou subordonne les petits et moyens producteurs.

Là même où le nombre des petits industriels, des petits commerçants, des petits propriétaires paysans ne diminue pas, leur importance relative dans l'ensemble de la production décroît sans cesse. Ils tombent sous la dépendance du grand capital.

Même les propriétaires paysans, qui semblent avoir retenu un peu d'autonomie, sont de plus en plus livrés aux forces écrasantes du marché universel, que manie, sans eux et contre eux, le capitalisme.

Pour la vente de leurs blés, de leurs vins, de leurs betteraves, de leur lait, ils sont de plus en plus à la merci des grands intermédiaires ou des grandes industries de la meunerie, du sucre, de l'alcool, qui dominent et rançonnent le travail paysan.

Les prolétaires industriels, ayant perdu à peu près toute chance de s'élever individuellement au patronat, et condamnés ainsi à une dépendance éternelle, sont en outre soumis aux crises incessantes de chômage et de misère que déchaîne la concurrence déréglée des grandes forces capitalistes.

les privilégiés et sur les pouvoirs publics.

Il se propose comme but final, non pas une amélioration partielle, mais la transformation totale de la société. Et comme il ne reconnaît aucun droit à la propriété capitaliste, il ne se sent lié à elle par aucun contrat. Il est décidé à lutter contre elle, à fond et jusqu'au bout, et c'est en ce sens que même quand il use des moyens légaux que la démocratie met en ses mains, le prolétariat est et doit rester une classe révolutionnaire.

Déjà, par la conquête du suffrage universel, par la conquête et l'exercice du droit de se coaliser pour la grève et du droit de se syndiquer, par les premières lois de réglementation du travail et d'assurance sociale, le prolétariat a commencé à réagir contre les funestes effets du capitalisme; il continuera grand et incessant effort, mais il ne cessera la lutte que lorsque toute la propriété capitaliste aura été résorbée par la communauté et lorsque l'antagonisme des classes aura pris fin par la disparition des classes elles-mêmes, réconciliées ou plutôt unifiées dans la production et la propriété communes.

Comment s'accomplira la suprême transformation du régime capitaliste en régime collectiviste ou communiste? C'est impossible à l'esprit humain de déterminer d'avance le mode selon lequel s'accomplira l'histoire.

La révolution démocratique et bourgeoise qui a eu son origine dans le grand mouvement de la France de 1789, a abouti, selon les pays, par les voies les plus diverses. Le vieux système féodal a cédé tantôt à la force, tantôt à l'évolution pacifique et lente. La bourgeoisie révolutionnaire, selon les lieux et les temps, a procédé, tantôt à l'expropriation brutale et sans indemnité, tantôt au rachat des servitudes féodales.

Nul ne peut savoir selon quel mode la servitude capitaliste sera abolie. L'essentiel, c'est que le prolétariat soit toujours prêt à l'action la plus vigoureuse et la plus efficace. Il serait dangereux d'écarter l'hypothèse d'événements révolutionnaires qui peuvent être suscités ou par la résistance, ou même par l'agression criminelle des privilégiés.

Il serait funeste, sur la foi du seul mot de révolution, de négliger les grandes forces dont dispose dans la démocratie le prolétariat conscient et organisé.

Ces moyens légaux, souvent conquis par la révolution, représentent une accumulation de force révolutionnaire, un capital de révolution, qu'il serait insensé de ne pas faire valoir.

Trop souvent, les travailleurs négligent de tirer parti des moyens d'action que la démocratie et la République mettent entre leurs mains. Ils ne demandent pas à l'action syndicale, à l'action coopérative, au suffrage universel, tout ce que ces formes d'action peuvent donner.

Il n'y a pas de formule, il n'y a pas de mécanisme qui puisse dispenser la classe ouvrière de l'effort constant d'organisation et d'éducation.

L'idée de la grève générale, des grèves générales est invinciblement suggérée aux prolétaires par l'ampleur croissante de l'organisation ouvrière. Ils ne désirent pas la violence, qui est bien souvent l'effet d'une organisation insuffisante et d'une éducation rudimentaire.

un système d'éducation publique exclusivement fondé sur la science et sur la raison.

Ainsi habitués à la pensée libre et à la réflexion, les citoyens seront à l'abri des sophismes de la réaction capitaliste et cléricale. Les petits industriels, les petits commerçants, les petits propriétaires paysans cesseront de croire que c'est le socialisme qui veut les exproprier. Le Parti socialiste hâtera l'heure où ces petits propriétaires paysans, ruinés par la mévente de leurs produits, criblés d'hypothèques et toujours sous le coup de l'expropriation judiciaire comprendront enfin les avantages de l'association généralisée et systématisée, et réclameront eux-mêmes, comme un bienfait, la socialisation de leurs lopins de terre.

Mais il serait inutile de préparer à l'intérieur de chaque nation une organisation de justice et de paix livrés à toutes les entreprises de la force, à toutes les suggestions des convoitises capitalistes.

Le Parti socialiste veut la paix entre les nations; il condamne toute politique d'agression et de guerre, qu'il s'agisse de guerres continentales ou de guerres coloniales. Il maintient constamment à l'ordre du jour des peuples civilisés le désarmement simultané. C'est en attendant le jour de la paix définitive entre les nations, il combat l'esprit militariste en achevant de tout son effort le système des armées permanentes au système des milices. Il veut protéger contre toute surprise le territoire et l'indépendance de la nation; mais toute politique offensive et tout instrument offensif sont condamnés à fond par lui.

L'entente étroite des travailleurs, des prolétaires de tous les pays est nécessaire, aussi bien pour refouler les forces d'agression et de guerre, que pour préparer, par une action concertée, l'avènement général du socialisme. L'accord international des prolétaires militants de tous les pays préparera l'avènement d'une humanité libre, où la diversité des classes aura disparu et où la diversité des nations, au lieu d'être un principe de lutte et de haine, sera un principe d'émulation fraternelle dans l'universel progrès humain.

C'est dans ce but que le Parti socialiste a tenu ses Congrès la dernière fois.

Manifestation des Sans-Travail à Budapest

Budapest, 4 mars.
Hier, des ouvriers sans travail se sont massés devant le bureau officiel de placement et ont fait des manifestations tumultueuses.
La police a opéré plusieurs arrestations.

Sous le knout

Une imposante manifestation politique à Helsingfors

(De notre correspondant)

Stockholm, 4 mars. — On écrit de Helsingfors :

« Le 18 février dernier, le jour anniversaire de la publication du manifeste du tsar abolissant l'armée finlandaise, a eu lieu à Helsingfors une grande manifestation politique.

« La manifestation s'est produite le soir.
« La plus profonde obscurité régnait dans la

que vont-ils...
chambre, sinon profiter d'une...
aux buvettiers des alentours du Palais-Bour-
bon ?

A son tour, Millerand a tenu à justifier la mesure prise par lui à la grande satisfaction des facteurs.

Les facteurs de l'hôtel des postes demeurent, pour la plupart, fort loins, déclare le ministre; il a paru hamain de leur laisser organiser une cantine. L'initiative est partie d'eux-mêmes, et la cantine est administrée fraternellement par un comité dont le président est un gardien de bureau. Elle n'offre d'ailleurs aucune analogie avec les économats, où l'on paye en retenues sur les salaires, et qui procurent généralement des bénéfices à leurs auteurs.

Après ces courtes et très nettes déclarations, la Chambre repousse à une énorme majorité le projet Berry tendant à la suppression des cantines.

Sur la demande de M. Cochin et après une intervention de Groussier, on vote un projet de résolution accepté par le gouvernement et tendant à faire cesser toute distinction pour l'avancement entre ceux qu'on appelle dans l'administration les militaires d'avant et les militaires d'après.

Le repos hebdomadaire

Parmi les revendications les plus légitimes

Fidèle à cette idée que l'Etat doit, autant que le permettent les ressources budgétaires, se montrer un patron modèle, j'ai essayé, déclare Millerand, d'accord avec le sous-secrétaire d'Etat, de commencer la réalisation de la réforme dont on vient de parler et que je considère comme absolument désirable.

Nous avons déjà obtenu un certain nombre de résultats. Le 30 avril dernier, le sous-secrétaire d'Etat envoyait aux directeurs une circulaire pour les inviter à étudier les moyens par lesquels on pourrait assurer le repos hebdomadaire des agents.

La circulaire invitait également les directeurs, au cas où la mesure serait inapplicable à l'aide d'un roulement régulier, à examiner s'il ne serait pas possible de prendre le dimanche des auxiliaires assermentés.

Ces instructions ont été renouvelées le 27 novembre 1901.

Mais la question — une fois le principe admis — est une question de crédits. Le repos hebdomadaire entraînerait une dépense supérieure à 2 millions, rien que pour les agents, et un chiffre beaucoup plus élevé si on étendait la mesure aux sous-agents.

Je suis entièrement favorable au projet de résolution, mais M. Zévaès invite le gouvernement à déposer un projet de loi. Or, l'Etat n'a pas besoin d'une loi pour faire dans ses services ce qu'il juge nécessaire; ce qu'il lui faut, ce sont des crédits. Le jour où nous les aurons, nous étendrons la réforme jusqu'aux plus modestes catégories d'agents.

Mais Sembat tient à proposer une mesure immédiatement applicable, en attendant la réalisation du repos hebdomadaire.

Il serait injuste, dit-il, de ne pas reconnaître les louables efforts que le ministre du commerce et le sous-secrétaire d'Etat n'ont cessé de faire pour établir le repos hebdomadaire. J'ai énuméré dans mon rapport et je ne reproduirai pas ici les mesures prises déjà dans ce sens; je me borne à en indiquer d'autres qui sont immédiatement réalisables.

L'administration a déjà rendu leur liberté du lundi. J'appelle mes collègues absorbés par la confédération des bureaux dignes du plus grand intérêt: les receveurs des bureaux simples. (Très bien!)

Je demande donc que le gouvernement ordonne la fermeture de tous les bureaux le dimanche à midi.

A cette demande, M. Mougeot répond en annonçant que la mesure va être prise dans quelques jours, puis on adopte le projet de résolution de Zévaès.

Le sous-secrétaire d'Etat promet ensuite à l'avenir la création d'un nouveau bureau de postes dans le quinzième arrondissement, et il déclare à Sembat qu'il expérimentera le transport des lettres en automobile.

Puis la Chambre renvoie à l'après-midi la suite de la discussion.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

Fin du budget des postes. — Pour les ambulants. — Maintien de la censure

Pour permettre à la réaction de mener plus à l'aise sa campagne, M. Berthelot inaugure, au début de la séance, une discussion qui a

La censure

Successivement, MM. Pasqual et Couyba, rapporteur, viennent faire le procès de la censure. Cette institution a été supprimée par tous les régimes de liberté et rétablie par tous les régimes de réaction. Il convenait à la troisième République de suivre la tradition des régimes libéraux.

Mais en vain M. Couyba a rappelé en quels termes Victor Hugo s'est élevé contre une institution inutile, et nuisible au point de vue politique et moral; en vain il a supplié M. Leygues d'être aussi libéral que Louis XIV. Le ministre a défendu la censure, et par 305 voix contre 180, la Chambre l'a approuvée, et a déclaré « ce mal nécessaire ».

Sur cette manifestation réactionnaire, la suite de la discussion a été ajournée à aujourd'hui.

Edmond Claris

AU SENAT

La marine marchande

La séance est présidée par M. Fallières. On adopte un projet étendant les dispenses de deux années de service à tous les élèves des écoles d'arts-et-métiers, puis on revient à la marine marchande. On adopte les articles 8 et 9, qui régissent les services postaux sur les navires bénéficiant de la prime; on réserve les articles 10 et 11; on vote les articles 12, 13 et 14, et on renvoie à jeudi la suite de la discussion.

E. C.

NATIONALISTES EN DÉROUTE

Lemaître et Cavaignac conspués à Nîmes.

Le candidat des royalistes. — « Le rasoir ». — La troupe mobilisée.

(De notre correspondant)

Nîmes, 4 mars.

Lemaître et Cavaignac qu'accompagnait M. Joseph Ménard, candidat nationaliste, sont venus mardi soir faire une conférence privée devant un auditoire de royalistes, électeurs habituels de M. de Bernis et que l'on avait soigneusement triés sur le volet.

La démocratie nîmoise a protesté dignement contre l'injure faite à la cité républicaine et socialiste, par les charlatans de la Patrie française.

Un grand meeting de protestation a été organisé à la même heure que la conférence privée de la Cavaigne. Trois mille citoyens se pressaient dans la salle ou aux abords. Le docteur Delon a présidé ce meeting et a prononcé une excellente allocution. Les citoyens Marius Richard, du Comité général, Barbier et Liard-Courtois ont successivement fêtré le nationalisme stupide et barbare aux acclamations de la foule enthousiaste des républicains et des socialistes.

A la sortie du meeting, les assistants sont allés à la rencontre des bandes nationalistes et les ont conspués vigoureusement.

Pendant plus de deux heures, une foule de près de dix mille personnes a passé devant l'hôtel de Cavaignac et Lemaître, a sifflé les poires et salué Cavaignac des cris: « Le rasoir! » sur l'air des Lampions; on a dû mobiliser la gendarmerie et l'artillerie à cheval pour dissiper l'attroupement.

Comment les nationalistes n'aimeraient-ils pas l'arnage qui les protège et les défend contre la juste colère de la démocratie indignée et révoltée.

Lemaître et Cavaignac se rappelleront de la réception qui leur fut faite ici.

Marius Richard.

AU REICHSTAG

Déclarations de M. de Bülow. — Le retrait

du corps expéditionnaire de Chine.

— Le traité anglo-japonais. — Le

voyage du prince Henri. —

Berlin, 4 mars.

M. de Hertling, député du centre, a demandé au chancelier:

1^o S'il peut indiquer la date à laquelle il

sera possible de retirer le corps d'occupation;

2^o ce qu'il pense du traité anglo-japonais.

M. de Bülow a fait les déclarations suivantes:

Ni en Chine, ni en Corée, nous ne visons d'ac-

quisition territoriale quelconque.

Nos intérêts en Extrême-Orient, outre la protec-

tion des missionnaires allemands, sont exclusive-

ment de nature économique. Le traité anglo-japo-

nais ne porte en aucune façon ombre aux inté-

rets allemands et il ne modifie en rien l'accord

anglo-allemand du 16 octobre 1900, qui reste tou-

jours en vigueur sans un mot de changé, c'est-à-dire

qu'il assure à la navigation et au commerce

allemand le libre accès du territoire du Yang-tsé-

Kiang et notre égalité économique, tant dans la

vallée de cette province que sur les côtes de l'em-

pire chinois, en vertu du principe de la porte ou-

verte.

Si sous le nom de politique mondiale vous com-

prenez, messieurs, que nous ayons l'intention de

parader de tous côtés, de toucher à tout, de nous

perdre dans le bien comme Phaéton, je vous di-

Le voyage du prince Henri

En réponse à diverses critiques du citoyen Gradnauer au sujet du voyage du prince Henri et de la non-intervention de l'Allemagne pour une solution pacifique de la question sud-africaine, M. de Bülow a déclaré:

Le voyage du prince Henri ne poursuit aucun but politique. Ce que nous désirons, c'est que les bonnes relations traditionnelles entre l'Allemagne et les Etats-Unis soient continuées telles qu'elles existent depuis le grand Frédéric et le grand Washington.

La guerre Sud-africaine

Quant à la question sud-africaine, M. de Bülow déclare qu'une immixtion ne serait

d'arbitrage de la Haye; mais ils n'ont pas réussi et on ne peut s'en étonner si l'on connaît la composition et le règlement de cette cour d'arbitrage.

Une médiation n'aurait pas de succès non plus. La situation n'a pas changé depuis deux ans, et d'ailleurs je n'ai qu'à rappeler la réponse que le gouvernement anglais, faite à la proposition du gouvernement néerlandais, proposition qui était née des motifs les plus nobles et les plus élevés.

Une intervention supposerait des mesures coercitives, ce qui ne répondrait pas du tout aux intérêts allemands.

LE CONGRÈS DES MINEURS

Première séance du Congrès national
Vérification des pouvoirs. — La
presse est admise.

(De notre correspondant)

Alais, 4 mars.

Le Congrès national des mineurs a tenu sa première séance hier matin, à neuf heures, à la Bourse du travail d'Alais, sous la présidence du citoyen Chabrolin, de la Fédération du Sud, assisté des citoyens Menu, d'Anzic,

cat. Ces groupes sont ceux de Lagasse, de borigaud et de la Vermerelle.

Egalement après étude, le délégué de Champagnac, dont la situation vis-à-vis de la Fédération nationale se trouvait irrégulière, est accepté.

Organisation du Congrès

Les congressistes passent ensuite à la discussion sur le mode d'organisation des travaux et sur les heures des séances. D'assez vifs propos sont échangés entre les citoyens Escalier, Joucaviel et les délégués de la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais.

Le citoyen Escalier propose l'exclusion de la presse, mais sa proposition est unanimement repoussée sur l'intervention des citoyens Lamendin, Joucaviel, Buvat, Goniaux.

La séance est levée à midi, après fixation de deux heures de l'ouverture de la deuxième

de moyens économiques, les moyens économiques

cotisants. La proposition est combattue par le citoyen Basiy, qui fait observer que les revendications minières sont présentées au nom de l'unanimité des mineurs, et non au nom de la minorité des syndiqués, et qu'il importe, pour conserver devant les pouvoirs publics et l'opinion l'influence des congrès nationaux, de ne pas, au moment où les syndicats jaunes se développent, donner un décompte exact des forces syndicales fédérées.

La discussion est confuse et longue sur cette question. Des paroles désagréables sont échangées entre les citoyens Escalier et les délégués du Pas-de-Calais, qui lui repro-

Je suis entièrement favorable au projet de résolution, mais M. Zévaès insiste le gouvernement à déposer un projet de loi. Or, l'Etat n'a pas besoin d'une loi pour faire dans ses services ce qu'il juge nécessaire : ce qu'il lui faut, ce sont des crédits. Le jour où nous les aurons, nous étendrons la réforme jusqu'aux plus modestes catégories d'agents.

Mais Sembat tient à proposer une mesure immédiatement applicable, en attendant la réalisation du repos hebdomadaire.

Il serait injuste, dit-il, de ne pas reconnaître les louables efforts que le ministre du commerce et le sous-secrétaire d'Etat n'ont cessé de faire pour établir le repos hebdomadaire. J'ai énuméré dans mon rapport et je ne reproduirai pas ici les mesures prises déjà dans ce sens; je me borne à en indiquer d'autres qui sont immédiatement réalisables.

L'administration a déjà rendu leur liberté du lundi. Les employés absorbés par la conférence de la semaine dernière ont été libérés le mardi. Les agents de la grande intérêt; les receveurs dignes de nos bureaux simples. (Très vaux très bien!)

Je demande donc que le gouvernement ordonne la fermeture de tous les bureaux le dimanche à midi.

A cette demande, M. Mougeot répond en annonçant que la mesure va être prise dans quelques jours, puis on adopte le projet de résolution de Zévaès.

Le sous-secrétaire d'Etat promet ensuite à l'ouvrière la création d'un nouveau bureau de postes dans le quinzième arrondissement, et il déclare à Sembat qu'il expérimentera le transport des lettres en automobile.

Puis la Chambre renvoie à l'après-midi la suite de la discussion.

SEANCE DE L'APRÈS-MIDI

Fin du budget des postes. — Pour les ambulants. — Maintien de la censure

Pour permettre à la réaction de mener plus à l'aise sa campagne, M. Berthelot inaugure, au début de la séance, une discussion qui a pour premier résultat de retarder le vote du budget. Il demande qu'aucune disposition tendant à une augmentation de dépense ne puisse être mise aux voix sans qu'une économie au moins égale n'ait été simultanément

À la sortie du meeting, les assistants sont allés à la rencontre des bandes nationalistes et les ont poursuivis vigoureusement. Pendant plus de deux heures, une foule de près de dix mille personnes a passé devant l'hôtel de Cavaignac et Lemaitre, a sifflé les poires et salué Cavaignac des cris : « Le rasoir! » sur l'air des Lampons; on a dû mobiliser la gendarmerie et l'artillerie à cheval pour dissiper l'attroupement. Comment les nationalistes n'aimeraient-ils pas l'artillerie qui les protège et les défend contre la juste colère de la démocratie indignée et révoltée. Lemaitre et Cavaignac se rappelleront de la réception qui leur fut faite ici.

Marius Richard.

AU REICHSTAG

Déclarations de M. de Bülow. — Le retrait du corps expéditionnaire de Chine. — Le traité anglo-japonais. — Le voyage du prince Henri. —

Berlin, 4 mars.

M. de Hertling, député du centre, a demandé au chancelier :

1° S'il peut indiquer la date à laquelle il sera possible de retirer le corps d'occupation; 2° ce qu'il pense du traité anglo-japonais.

M. de Bülow a fait les déclarations suivantes :

Ni en Chine, ni en Corée, nous ne visons d'acquisition territoriale quelconque.

Nos intérêts en Extrême Orient, outre la protection des missionnaires allemands, sont exclusivement de nature économique. Le traité anglo-japonais ne porte en aucune façon ombrage aux intérêts allemands et il ne modifie en rien l'accord anglo-allemand du 16 octobre 1900, qui reste toujours en vigueur sans un mot de changé, c'est-à-dire qu'il assure à la navigation et au commerce allemand le libre accès du territoire du Yang-tsé-Kiang et notre égalité économique, tant dans la vallée de cette province que sur les côtes de l'empire chinois, en vertu du principe de la porte ouverte.

Si sous le nom de politique mondiale vous comprenez, messieurs, que nous ayons l'intention de parader de tous côtés, de toucher à tout, de nous perdre dans le bleu comme Phaëton, je vous dirais : D'une telle politique je suis l'adversaire le plus résolu. Mais si vous l'entendez en ce sens que l'Allemagne a des intérêts à défendre ailleurs que tout près de son poêle et dans le rayon de son clocher, et que ces intérêts, au delà des mers, sont devenus et deviennent toujours plus importants,

s'entendre appeler « Georges ». Il y avait de la douceur dans sa voix et presque de la passion dans ses yeux. L'infortuné espérait encore! Quand on a vraiment aimé, que l'on s'est donné tout entier, on renonce si difficilement à ses illusions! Et puis, comment imaginer chez une femme chez une jeune fille, tant de sclérotasse, une noirceur d'âme aussi absolue.

Alanca au-dessus du gouffre. Un bond en arrière. Les jarrets. La corde au moment où le jeune homme glanait

dans le vide le corps étendu sur le bord.

Jeanne reprit la première son sang-froid, et, faisant un geste significatif :

— Eh bien, Dick. Allons! Vite! ou tout est perdu!

Il sauta sur le docteur Marcy...

Mais il était trop tard. Georges se rendait compte du péril et, éclairé enfin sur la vraie cause de l'accident, qu'il avait attribué d'abord à quelque circonstance naturelle, à quelque branche, à quelque plante rampante, Georges venait de se relever d'un bond et, se retournant vers ses deux ennemis, l'œil en feu, le visage ensanglanté, les deux poings menaçants, semblait disposé à vendre chèrement sa vie.

Jeanne avait peur et s'était instinctivement reculée de quelques pas. Dick, lui-même, qui ne brillait pas précisément par la bravoure, se demandait s'il n'était pas prudent de fuir. Marcy jetait d'une voix tonnante le cri : « A l'assassin! » ne songeant pas que personne ne pouvait l'entendre.

Il y eut quelques secondes d'hésitation générale et de poignantes angoisses chez les trois acteurs de cette scène. L'un, sans armes, sans moyens d'attaque contre un adversaire qui avait peut-être un poignard ou un pistolet, se tenait sur la défensive. Le second, peu soucieux de risquer sa peau, aurait bien voulu trouver — ce qui était difficile — un procédé pour porter des coups sans s'exposer à en recevoir, et tâcher de précipiter dans la Wharfe le jeune docteur sans courir la chance d'y rouler lui-même.

Par principe, par scrupule d'ancien homme de loi, il craignait de verser le sang et ne s'était muni d'aucune arme... Un pistolet ou un couteau laissent des traces accusatrices et prouvent la préméditation. En cas d'échec, il fallait se réserver la possibilité d'éviter les circonstances aggravantes.

L'homicide simple n'est presque qu'un délit; l'assassinat emporte de droit la peine de mort. Ces distinctions juridiques avaient sans cesse hanté l'esprit du sollicitor.

Ces groupes sont ceux de Laguerre, de Borignaud et de la Vermorelle.

Egalement après étude, le délégué de Champagnac, dont la situation vis-à-vis de la Fédération nationale se trouvait irrégulière, est accepté.

Organisation du Congrès

Les congressistes passent ensuite à la discussion sur le mode d'organisation des travaux et sur les heures des séances. D'assez vifs propos sont échangés entre les citoyens Escalier, Joucaviel et les délégués de la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais.

Le citoyen Escalier propose l'exclusion de la presse, mais sa proposition est unanimement repoussée sur l'intervention des citoyens Lamendin, Joucaviel, Buvat, Geniaux.

La séance est levée à midi, après fixation de deux heures de l'ouverture de la deuxième

pour les moyens économiques de l'industrie

Berlin, 4 mars.

La proposition est combattue par le citoyen Basly, qui fait observer que les revendications minières sont présentées au nom de l'unanimité des mineurs, et non au nom de la minorité des syndiqués, et qu'il importe, pour conserver devant les pouvoirs publics et l'opinion l'influence des congrès nationaux, de ne pas, au moment où les syndicats jaunes se développent, donner un décompte exact des forces syndicales fédérées.

La discussion est confuse et longue sur cette question. Des paroles désagréables sont échangées entre les citoyens Escalier et les délégués du Pas-de-Calais, qui lui reprochent la campagne de calomnies faites contre eux, à Lens, à Avion et à Denain. Chaque délégué ayant pris la parole rédige une résolution; c'est une véritable confusion.

Basly demande alors la nomination d'un questeur, pour mettre l'ordre dans la discussion.

Mlle de Melzéard s'impatientait de cette inaction. Les secondes lui semblaient des heures. Le plus sûr était de prendre sans retard une violente offensive, de ne pas laisser à cet homme blessé, affaibli, le loisir de reprendre des forces, de puiser dans le désespoir et dans l'instinct de la conservation une vigueur nouvelle.

Toute cette délibération n'avait pas duré une demi-minute.

— Lâche! cria-t-elle à son complice, vous avez peur! Faut-il que ce soit moi qui achève notre œuvre? Ne voyez-vous pas que vous nous perdez, misérable! Voulez-vous donc être pendu?

Ce dernier mot et la crainte du gibet décidèrent Dick. Il se jeta avec rage sur M. Marcy; s'arrondissant les bras, en dedans, dans l'attitude du boxeur, il lui lança en pleine poitrine un formidable coup de poing, qui le fit chanceler. Georges se remit aussitôt, et, comprenant que dans un combat de ce genre il n'aurait pas l'avantage, il sauta sur son assassin et l'enlaça de ses bras nerveux. Une lutte corps à corps, une lutte terrible s'engagea entre les deux hommes.

En toute autre circonstance, le docteur, aussi grand, plus fort et plus robuste que l'Anglais, en eût eu facilement raison. Mais il était à peine relevé d'une maladie grave, les émotions de ces derniers temps l'avaient épuisé; le sang s'échappait de la blessure qu'il s'était faite, en tombant, à la partie gauche du front. Autant de causes d'infériorité.

Mlle de Melzéard assistait à ce drame toute tremblante de fureur, encourageant Dick du geste et de la voix.

Georges et Dick, étroitement enlacés, s'efforçant mutuellement de s'étouffer, roulaient ensemble sur le roc, au bord du gouffre.

Ils étaient tombés de telle façon que le docteur était sur son adversaire, lui pressait le ventre de son genou et lui serrait la gorge.

(A suivre.)